

G. Boismenu, G. Bourque, R. Denis, J. Duchastel, L. Jalbert et D. Salée, *Espace régionale et nation*, Montréal, Boréal Express, 1983, 217 p.

François Houle

Numéro 4, automne 1983

Crise et changements idéologiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/041007ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/041007ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Houle, F. (1983). Compte rendu de [G. Boismenu, G. Bourque, R. Denis, J. Duchastel, L. Jalbert et D. Salée, *Espace régionale et nation*, Montréal, Boréal Express, 1983, 217 p.] *Politique*, (4), 171–175. <https://doi.org/10.7202/041007ar>

G. Boismenu, G. Bourque, R. Denis, J. Duchastel, L. Jalbert et D. Salée, *Espace régionale et nation*, Montréal, Boréal Express, 1983, 217 p.

Ce recueil de cinq textes se veut une mise au point théorique et le début d'un débat sur les modes d'appréhension de la société québécoise. Les auteurs critiquent l'accent mis sur la question nationale comme méga-concept qui subsumerait tous les autres. Malgré le fait que tous les auteurs aient poursuivi leur recherche séparément, ils en viennent tous à la conclusion qu'il est nécessaire d'appréhender le Québec comme « région » et que le point de départ analytique pour sa compréhension est le Canada.

Le premier texte de Daniel Salée est une critique virulente des différentes grilles d'analyse de la société québécoise. L'auteur après avoir tenté une classification du discours sociologique québécoise insiste sur la nécessité, à partir des apports de Boismenu et de Jalbert, de remettre la question nationale à sa place. D. Salée récuse l'importance de la « dimension nationalitaire » comme outil analytique et explicatif premier de l'espace québécois. En fait, selon lui, l'importance de la question nationale dans l'analyse sociologique québécoise relève de l'obsession et masque la réalité. Si D. Salée a tout à fait raison de vouloir transformer ou même secondariser la question nationale comme concept explicatif, son texte ne permet toutefois pas de saisir la portée spécifique qu'il lui accorde. Ceci permet d'ailleurs à Roch Denis, dans sa critique, d'affirmer que Salée sous-estime la question nationale en l'assimilant aux tensions régionales. Peut-être est-ce R. Denis qui tente de revaloriser la question nationale comme enjeu potentiellement révolutionnaire. Toujours est-il que le manque de précision sur ce point prête à la critique.

Le second texte de Gérard Boismenu vise à réinsérer la question nationale dans la lutte des classes. À partir des travaux

d'Alain Lipietz, Boismenu réaffirme la nécessité de saisir et d'analyser les rapports de classes et l'État fédératif canadien dans leur unité et les niveaux provinciaux comme des espaces régionaux. Ainsi, la constitution de l'espace formation sociale canadien est « un processus de constitution d'une structure globale de rapports de classes sur la base de laquelle se développe une organisation typique de rapports de pouvoir politique » (p. 55). Les rapports sociaux s'articulent et se matérialisent dans l'État fédératif. Toutefois, la formation sociale canadienne est le produit et reproduit une tendance à l'unité et des spécifications régionales. Ainsi, même si la classe dominante, tant au niveau central que dans les espaces régionaux, est la bourgeoisie, il demeure que les alliances de classes varient aux différents niveaux de l'État et entre les différents espaces régionaux. G. Boismenu semble, toutefois, retraiter sur ce point lorsqu'il affirme que « les types d'alliance politique, déterminés par l'état de la lutte des classes dans chacun des espaces concernés, font partie des luttes de tendances au sein de la bourgeoisie ». L'auteur ne nous ramène-t-il pas à une forme modifiée de l'analyse graduée où différentes fractions de la bourgeoisie prédomineraient dans différents espaces.

Enfin l'auteur termine sur l'espace régional québécois où l'oppression nationale transmue la question régionale en question nationale. G. Boismenu reconnaît à la question nationale une portée déstabilisatrice beaucoup plus grande que celle des autres questions régionales, ce qui fait potentiellement du Québec « le maillon faible de la fédération canadienne ».

L'article de L. Jalbert vise à dégager une problématique pour l'analyse du régionalisme au Canada. Après avoir critiqué différentes approches de la question régionale, Jalbert affirme que la problématique régionaliste canadienne doit permettre d'appréhender dans leur articulation le phénomène régional et celui des classes sociales. De plus les régionalismes sont particu-

lièrement importants en terme de potentiel de rupture de l'ordre social qu'ils renferment.

Pour Jalbert il n'y a pas de définition étanche entre mouvements sociaux et régionalisme, car la région « étant le produit de l'ensemble des rapports sociaux, culturels, économiques et politiques » (p. 92), les régionalismes comme ensemble de rapports sociaux se matérialisent, dans différentes conjonctures, dans des mouvements régionalistes. De plus pour Jalbert, tout comme pour Boismenu, l'analyse de la région passe par le repérage de la formation sociale laquelle constitue l'ensemble. On ne peut donc comprendre la région sans saisir son articulation à l'ensemble, articulation renfermant des tendances à l'assimilation/diversification. La question régionale est donc toujours opposition et résistance au centralisme, et c'est pourquoi elle se répercute dans le champ politique et peut « faire naître une crise de légitimité de l'État-nation » (p. 98).

Enfin, Jalbert termine son texte par des analyses du Crédit social albertain et du Parti québécois. Ces études confirment que les mouvements régionalistes ont généralement été le fait soit de classes menacées par le développement du capitalisme (paysannerie, petite-bourgeoisie traditionnelle...), soit de classes qui craignent non pas le développement du capitalisme mais un certain type de développement capitaliste.

Le dernier texte théorique de G. Bourque et J. Duchastel vise à exposer les fondements pour une analyse du « bloc social régional-national duplessiste ». Pour ces auteurs, l'État national (canadien) est essentiel à l'hégémionisation de la bourgeoisie et tend nécessairement à opprimer tous les groupes qui ne concourent pas à la construction d'une nation. Ainsi, le fait que la forme du régime canadien soit fédérale dénote le compromis entre la bourgeoisie (ne pouvant s'appuyer sur un bloc social canadien) et des blocs sociaux régionaux et/ou nationaux. Ce « compromis éternel » a pour effet de reproduire et même ren-

forcer, dans certaines conjonctures, les blocs sociaux régionaux tout en renforçant l'État canadien en le distanciant des classes populaires.

Si la classe dominante, durant la phase libérale, a pu assurer sa domination en la fondant sur des blocs régionaux, pour mettre en place l'État keynésien, il importait que se développe un bloc social canadien ce qui ne peut qu'entraîner des contradictions entre la forme du régime et la forme de l'État. Pour eux le bloc social québécois à l'époque duplessiste illustre ces contradictions car il « permet d'assurer le plus d'espace possible aux forces sociales dominantes au Québec tout en réalisant la domination de la bourgeoisie monopoliste canadienne... » (p. 152).

Enfin, le dernier texte vise à lancer le débat souhaité dans l'introduction. Dans sa critique R. Denis réaffirme l'importance de la question nationale. Bien qu'il soit d'accord avec les auteurs pour partir de la lutte des classes et de l'État au Canada, il faudrait selon Denis que la classe ouvrière se réapproprie la question nationale pour lui rendre son potentiel révolutionnaire. Ce sont donc les analyses nationalistes qu'il faut rejeter et non pas la question nationale. Par la suite, la critique de Denis porte, dans une large mesure, sur le texte de Bourque et Duchastel dont il récuse l'analyse de la Confédération. Pour Denis il n'y a pas eu de mouvement de masse parce que la bourgeoisie n'en voulait pas, ce qui donne un caractère « réactionnaire et illégitime » à l'État canadien.

Ce livre nous semble renfermer un certain nombre d'ambiguïtés. Certains y verront un enterrement de première classe de la question nationale, car les auteurs semblent parfois l'assimiler aux tensions régionales, et tenteront de la remettre au cœur de l'analyse sociologique québécoise. D'autres, par contre, n'y retrouveront que la réaffirmation, dans un contexte plus global,

de la question nationale comme noyau central pour l'analyse du Québec.

Tous les auteurs accordent une grande importance à la question nationale même s'ils la réinsèrent dans la lutte des classes. Toutefois, on ne retrouve dans ce recueil aucun questionnement sur l'oppression nationale et sur les raisons concrètes justifiant la prise en charge de la question nationale dans une analyse marxiste. L'existence de la nation québécoise et l'oppression qu'elle a subie lors de la Confédération semblent justifier la pérennité de la question nationale.

Les différentes problématiques semblent fructueuses pour l'étude des régionalismes, de l'État fédératif canadien et des blocs sociaux régionaux, mais les auteurs ne réussissent que difficilement à y intégrer la question nationale, sauf au niveau idéologique (Bourque et Duchastel). L'analyse sociologique marxiste québécoise est encore largement dépendante des conceptions libérales sur la nation (et son État) et sans de nouvelles recherches sur l'oppression nationale (prise dans ce livre comme un acquis), le nouveau débat tant souhaité n'aura rien du dépassement des « anciennes » problématiques. Tout au plus assisterons-nous à une querelle entre les tenants de la question nationale comme mode premier d'appréhension du Québec et ceux prônant son insertion dans une problématique d'espace régional. Pour ces derniers le Québec doit d'abord être mis sur le même pied que les autres régions, mais par la suite on le distingue par la superposition de la question nationale.

François Houle
Université d'Ottawa